

Service Installations classées de la DDPP
et Unité départementale de la DREAL

**Arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-DREAL UD38-2025-09-02
du 01 SEP. 2025**

**portant prescriptions complémentaires aux installations exploitées par la société
SUEZ RV CENTRE EST sur la commune de Saint-Joseph-de-Rivière**

La préfète de l'Isère,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment le Livre I^{er}, Titre VIII, chapitre unique (autorisation environnementale) et le Livre V, Titre I^{er} (installations classées pour la protection de l'environnement), et les articles L.181-14 et R.181-45 ;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;

Vu l'ensemble des décisions réglementant les activités exercées par la société SUEZ RV CENTRE EST au sein de son établissement situé lieu-dit « Larrenier » sur la commune de Saint-Joseph-de-Rivière (38134), et notamment l'arrêté préfectoral d'autorisation n°85-88 du 10 janvier 1985 ;

Considérant le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, du 22 juillet 2025 ;

Considérant le courriel du 24 juillet 2025 communiquant à l'exploitant le projet d'arrêté préfectoral complémentaire concernant son établissement ;

Considérant les observations de l'exploitant formulées par courriel du 30 juillet 2025 ;

Considérant l'avis du haut conseil de la santé publique relatif à la gestion des risques sanitaires liés à la présence de composés per- et polyfluoroalkylés (PFAS) dans les eaux destinées à la consommation humaine (EDCH) et les eaux minérales naturelles (EMN) à usage de boisson du 9 juillet 2024 et la

Tél : 04 56 59 49 99

Mél : ddpp-ic@isere.gouv.fr

Adresse postale : 22 avenue Doyen Louis Weil - CS 6 - 38028 Grenoble Cedex 1

Horaires d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 9h à 11h et de 14h à 16h

recommandation de retenir une valeur seuil provisoire de 20 ng/L pour la somme des concentrations des quatre PFAS (perfluorooctanoïque (PFOA), perfluorooctanesulfonique (PFOS), perfluorononanoïque (PFNA) et perfluorohexane sulfonique (PFHxS)) dans les EDCH et les EMN à usage de boisson ;

Considérant le courriel de l'agence régionale de santé (ARS) du 18 avril 2025, signalant à l'inspection des installations classées le dépassement de la valeur de recommandation du haut conseil de la santé publique de 20 ng/L relative à la somme des quatre PFAS au niveau du forage F1 de la commune de Saint-Joseph-de-Rivière constituant un point de captage d'eau potable ;

Considérant le refus de la société SUEZ RV CENTRE EST en date du 6 mai 2025 de réaliser la surveillance de manière proactive ;

Considérant qu'il est établi que les lixiviats issus de la décharge sont fortement chargés en PFAS et en fluor organique absorbable (AOF) ;

Considérant que les résultats d'analyse sur le captage d'alimentation en eau potable (AEP) montre que qu'il est marqué par des PFAS ;

Considérant que le captage est situé en aval direct de la décharge ;

Considérant que la décharge est susceptible d'être à l'origine du marquage des eaux destinées à la consommation humaine et qu'il convient de prendre des dispositions permettant de confirmer ou d'écarter cette hypothèse ;

Considérant qu'en vertu de l'article R.181-45 du code de l'environnement, la présentation de ce dossier devant le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (Co.D.E.R.S.T.) ne s'avère pas nécessaire ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations de l'Isère et du chef de l'unité départementale de l'Isère de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes,

Arrête

Article 1 : Campagne de surveillance

La société SUEZ RV CENTRE EST (SIRET n°343 488 508 00296) située lieu-dit « Larrenier » sur la commune de Saint-Joseph-de-Rivière (38134) doit réaliser une surveillance des eaux souterraines sur l'ensemble des piézomètres fonctionnels du réseau de surveillance de l'installation, à savoir les piézomètres n°1, 3, 4 et 6.

A partir du 1^{er} octobre 2025, la société SUEZ RV CENTRE EST réalise pendant un an et sur chacun de ces piézomètres, une analyse trimestrielle des substances PFAS visées aux 2° et 3° de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé, ainsi qu'une estimation de la quantité totale de substances PFAS présente, en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par absorption du fluor organique (AOF).

Les prélèvements et les analyses sont réalisés conformément à l'avis en vigueur sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement et conformément aux normes relatives à la réalisation de prélèvement d'eau souterraine.

Les mesures (prélèvement et analyse) de ces substances mentionnées au 2° de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé, sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le

comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation.

Pour l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.

Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.

Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.

Les résultats commentés, accompagnés des isopièzes sont transmis à l'inspection chaque trimestre dans le mois qui suit leur réalisation.

Un bilan global commenté est transmis au plus tard le 30 octobre 2026.

Article 2 : Publicité

Conformément aux articles R.181-44 et R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté préfectoral complémentaire est déposée à la mairie de Saint-Joseph-de-Rivière et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Saint-Joseph-de-Rivière pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la DDPP – service installations classées.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Isère (www.isere.gouv.fr) pendant une durée minimum de quatre mois.

Article 3 : Voies et délais de recours

En application de l'article L.181-17 du code de l'environnement cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement et sans préjudice de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration, les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15-1 peuvent être déférées à la juridiction administrative, en l'espèce le tribunal administratif de Grenoble :

1° Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Isère prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Conformément à l'article R.181-51 du code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires prévus aux articles L.181-12, L.181-14, L.181-15 et L.181-15-1, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant une telle autorisation ou un tel arrêté. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

(Les dispositions du présent article sont applicables à une décision refusant de retirer ou d'abroger une autorisation environnementale ou un arrêté complémentaire mentionnés au premier alinéa. Cette décision mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.)

Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr

En application du III de l'article L.514-6 du code de l'environnement, les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Isère, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes et le maire de Saint-Joseph-de-Rivière sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SUEZ RV CENTRE EST.

- 1 SEP. 2025

La préfète

Pour la Préfète, par délégation,
le Secrétaire Général

Laurent SIMPLICIEN